

Le Monde
25/3/97
p. 4

L'Albanie attend avec impatience une aide occidentale

Cette assistance permettrait au gouvernement d'union nationale, dirigé par Bashkim Fino, de profiter de la disposition à coopérer exprimée par les chefs de l'insurrection au sud du pays

La situation reste précaire en Albanie en dépit d'un début de normalisation dans les transports. L'Italie a acheminé, dimanche 23 mars, une première aide humanitaire par le port de Durres. Un bateau transportant 1 200 tonnes

de farine a été déchargé, sous haute surveillance policière. Le port était fermé depuis le 13 mars. Le trafic routier a repris entre la Grèce et l'Albanie. Les liaisons par bus étaient interrompues depuis un mois. L'aéroport de Tirana

devait accueillir, lundi, le premier vol d'une compagnie étrangère. Austrian Airlines. Cependant, neuf personnes ont encore été tuées par balles dans des règlements de comptes entre bandes armées au cours du week-end, et l'al-

flux de réfugiés vers les côtes italiennes a repris, après avoir été interrompu par trois jours d'intempéries. Le ministre italien des Affaires étrangères juge que pour être efficace l'aide européenne « exige une force de protection »

TIRANA

de notre envoyé spécial

Tandis que le pays attend avec impatience une assistance occidentale, les chefs des insurgés du Sud albanais ont annoncé leur intention de collaborer avec le gouvernement d'union nationale dirigé par Bashkim Fino. Les délégués de quatre villes rebelles ont accepté de travailler avec M. Fino s'il parvient à réformer les institutions directement liées au président Berisha, notamment la police secrète et la radio-télévision d'Etat. Ils ont renoncé à créer un « conseil présidentiel » parallèle dans les provinces du Sud, et ils ont démenti vouloir lancer des forces armées vers la capitale albanaise.

Les chefs rebelles se sont réunis après le refus de Sali Berisha de considérer leur ultimatum, qui a expiré jeudi 20 mars, pressant le président de démissionner. M. Berisha a reçu le soutien du premier ministre socialiste et des partis d'opposition, qui considèrent qu'il doit rester au pouvoir jusqu'aux élections parlementaires prévues pour le mois de juin. M. Berisha bénéficie également du soutien des

chancelleries européennes, qui pensent que son départ inciterait le Parti démocratique, majoritaire au Parlement, à se retirer du pacte de « réconciliation nationale » conclu entre les partis politiques albanais.

Le chef de l'insurrection de Tepelena, Gjolek Malaj, a été le seul à menacer le pouvoir albanais d'un affrontement armé, et il a été désavoué par les leaders des autres villes du Sud, dont les influents chefs militaires de Saranda et de Gjirokastër. « Nous voulons envoyer les voleurs et les spéculateurs dans les prisons du peuple », a déclaré M. Malaj. Nous étudions actuellement le jeu de Berisha. Si s'avère qu'il travaille contre le peuple, nous avancerons sur Tirana. Nous avons des chars d'assaut et de l'artillerie ! » Xhevat Kocju, le délégué de Saranda, a au contraire écarté l'éventualité d'une action militaire.

Les délégués des villes du Sud se bornent à réclamer du premier ministre la « neutralisation » de la police secrète (SHIK) et de la radio-télévision d'Etat, ainsi que l'ouverture d'une enquête sur les failles des sociétés financières « pyramidales ». Ils devraient cependant

avoir des difficultés à expliquer leur revirement à ceux de leurs partisans, qui ont pris les armes animés par une haine féroce envers Sali Berisha et le Parti démocratique. Les habitants du Sud de l'Albanie, où a eu lieu un véritable soulèvement populaire, n'envisagent pas de collaborer avec un gouvernement qui travaille avec M. Berisha. Et nul ne sait si des réformes du SHIK et de la télévision, si elles entraient finalement en vigueur, pourraient calmer leur ardeur contestataire.

L'AVENIR DU SHIK

Le premier ministre, Bashkim Fino, va devoir profiter rapidement de la volonté de coopération des chefs rebelles. Un projet de loi est en préparation sur l'avenir du SHIK, qui inspire aux Albanais une terreur semblable à la police politique du dictateur Enver Hodja, la Sigurimi. Il est toutefois peu probable que la loi de M. Fino soit acceptée par le Parlement, où le Parti démocratique de M. Berisha a la majorité absolue. Le Parlement a déjà rejeté deux projets de loi proposés par le gouvernement d'union

nationale, l'un sur l'abolition de la censure sur la presse malgré la proclamation de l'état d'urgence, l'autre sur le transfert de l'autorité sur la radio-télévision du Parlement au gouvernement.

Les députés du Parti démocratique ont refusé de voter ces lois après avoir été convoqués par Sali Berisha. « Berisha est en train de revenir en force », dit un journaliste d'opposition. Cette attitude intransigente du Parlement est le premier signe de résistance depuis la signature du pacte de réconciliation nationale. Cela signifie que Berisha continue de se moquer de la volonté populaire et qu'il met en danger le travail gouvernemental. Le blocage parlementaire met incontestablement Bashkim Fino dans l'embarras. Le premier ministre risque, à ce rythme, de perdre rapidement le peu de crédibilité dont il bénéficie auprès des insurgés socialistes et de tous les protestataires albanais.

Cela renforce également la conviction populaire que la classe politique tironoise est prête à tous les compromis pour rester au pouvoir. Dans les rangs des insurgés, le

Parti socialiste n'a guère une meilleure image que le Parti démocratique. Après son échec sur les questions de liberté de la presse, M. Fino doit enregistrer un succès sur l'avenir du SHIK ; les partis d'opposition pourraient, dans le cas contraire, briser le pacte de réconciliation nationale. L'Albanie est presque entrée en campagne électorale, et aucun opposant ne continuera à collaborer longtemps avec un Sali Berisha intransigent qui est devenu aussi impopulaire.

Bashkim Fino compte désormais sur une aide internationale pour que son gouvernement retrouve la confiance des Albanais. Un contingent italien pourrait débarquer cette semaine dans le port de Durres, si les pays de l'Union européenne parviennent à un accord à Bruxelles. L'objectif serait de délivrer des tonnes d'aide alimentaire et médicale, et d'aider le gouvernement à rétablir un climat de sécurité, alors que l'Albanie tombe entre les mains de bandes armées et de clans mafieux.

Rémy Ourdan

L'Italie en appelle aux Européens

Le ministre italien des Affaires étrangères, Lamberto Dini, a affirmé, dimanche 23 mars, que, pour être « efficace », l'aide humanitaire que l'Europe s'appuie à livrer en Albanie « exige une force de protection », à défaut de laquelle elle risque de finir « aux mains de bandes armées ». Il faut également « aider les Albanais à renflouer leur économie et à rétablir l'autorité de l'Etat », a ajouté M. Dini.

« En raison de la situation chaotique, il y a des personnes qui cherchent refuge dans notre pays. Pour les difficultés extrêmes qu'elles rencontrent, pour les enfants, les femmes, les personnes âgées, l'accueil est pour nous un devoir », a estimé M. Dini. Il s'est déclaré, en revanche, partisan de « rejeter l'immigration clandestine », qui est organisée « par la criminalité mafieuse qui met des gens sur des bateaux (contre de l'argent) ». - (AFP)

Le président Sali Berisha estime que « la guerre a été évitée »

TIRANA

de notre envoyé spécial

Après trois semaines de crise insurrectionnelle en Albanie, le président Sali Berisha estime que « l'ordre est en train d'être progressivement rétabli ». « Il y a une légère amélioration. Le processus de

désarmement ne peut pas être rapide, a-t-il déclaré, dans un entretien accordé au Monde samedi 22 mars. Il existe une relation très particulière entre un Albanais et son fusil. Nous sommes une nation guerrière... Il faut donc être patient. Le processus de désarmement ne peut pas être accompli par la force, sauf pour les gangs. En ce qui concerne la population, il faut trouver d'autres solutions. »

Sali Berisha est un président qui quitte plus guère son palais, situé au centre de Tirana, sur le boulevard des Martyrs. Les hommes de la garde présidentielle de la police secrète (SHIK) sont omniprésents. Durant la nuit, lorsque le couvre-feu est en vigueur à Tirana, ils tirent à vue sur les imprudents qui s'aventurent aux abords de la présidence.

« Ma position à la tête de l'Etat dépendra uniquement du résultat des élections de juin », dit-il. Si l'opposition en sort vainqueur, je démissionnerai ! Ceci n'est pas une décision liée à la crise actuelle, c'est une décision ancienne. Si l'opposition avait remporté les élections parlementaires l'an dernier, j'aurais démissionné l'an dernier. Pour moi, l'habitation est une chose inacceptable ; si le pays choisit d'être tel Parlement, il doit avoir un président issu de la même famille politique. »

MAS DE DÉMISSION

Il réfute les accusations selon lesquelles il tenterait de continuer à accaparer le pouvoir en Albanie. « Ce gouvernement d'union nationale, de réconciliation nationale, c'est moi qui l'ai proposé ! Indiquez-moi. J'ai convoqué une large plate-forme. Je soutiens définitivement les efforts et le programme de ce gouvernement. » « Le gouvernement d'union nationale a été nommé afin d'éviter une guerre civile dans ce pays, poursuit-il. Malgré le chaos, je crois que la guerre a été évitée. Je le voulais à tout prix, parce que les plaies provoquées par une guerre civile auraient saigné pendant très longtemps. »

Il conteste qu'il doive affronter un soulèvement populaire. « Il y a des bandits, il y a des rebelles, qui ne représentent absolument pas la population ! s'enflamme-t-il. Je vais démontrer que ces gens ne représentent qu'eux-mêmes et des intérêts non albanais. » Sali Berisha ne veut pas évoquer son éventuelle démission, réclamée par les insurgés. « Il n'y a aucune raison de prendre en considération les demandes de gens qui jouent un jeu malhonnête, qui pillent les banques et les dépôts d'armes ! Ces groupes sont composés de vieux stalinien, d'agents des anciens services secrets (la Sigurimi), la police politique d'Enver Hodja, de trafiquants et

d'hommes de la mafia. Ils terrorisent la population ! »

Sali Berisha continue de défendre son bilan. « L'Albanie, le plus pauvre pays d'Europe, était parvenue à une stabilité économique remarquable, un changement total de législation, et avait réalisé des progrès vers une intégration européenne, dit-il. Ma responsabilité dans cette crise est de ne pas avoir envisagé qu'une rébellion armée pourrait être organisée afin de conquérir le pouvoir. »

Et de poursuivre : « Depuis le début de la crise, j'ai recherché la voie la plus juste et la plus démocratique... Telle était la requête de l'Europe. C'est pourquoi j'ai réclamé une assistance, y compris militaire de l'Union européenne. L'Europe, notamment la France et le président Chirac, soutiennent la plate-forme de réconciliation. Je suis donc très optimiste sur une aide européenne qui nous permette de surmonter nos difficultés. »

Il tente d'ouvrir une porte en direction des Etats-Unis, qui réclament ouvertement son départ après l'avoir soutenu au début de son premier mandat. « J'ai travaillé à cœur ouvert pour une amitié et une coopération avec les Etats-Unis ce pilier de la démocratie en Occident, dit-il. Les Etats-Unis ont fourni une assistance très importante à l'Albanie, et j'en serai toujours reconnaissant. Par ailleurs, nous avons des différends, et je suis disposé à en discuter avec eux. »

Le président Berisha semble tour à tour nerveux et fatigué. Il s'arrête de parler, marque un long silence ; son regard se perd un instant en direction du mur opposé ; puis il martèle à nouveau une idée. Il cherche les mots justes, en français. « Il n'y a pas d'autre voie que la voie démocratique ! », répète-t-il, refusant d'envisager son départ sous la pression de l'insurrection et du chaos. Il s'énerve lorsqu'on évoque sa police secrète, le SHIK dont les méthodes ont été comparées à celles de la Sigurimi : « Chaque chef d'Etat a le droit d'être informé ! »

« Je regrette énormément ces événements », conclut le président Sali Berisha balaie la tête, il paraît lassé de devoir se défendre. La dureté de son visage se dissipe un instant. Il masque à peine son désarroi, puis il esquisse un sourire. Chaque jour, les Albanais témoignent de l'impopularité du chef de l'Etat. « Je reste persuadé que la seule voie pour l'Albanie est la voie d'une intégration européenne... Les vieilles nations vivent des drames, et pourtant elles sont éternelles. Elles ne meurent jamais... »

R. O.